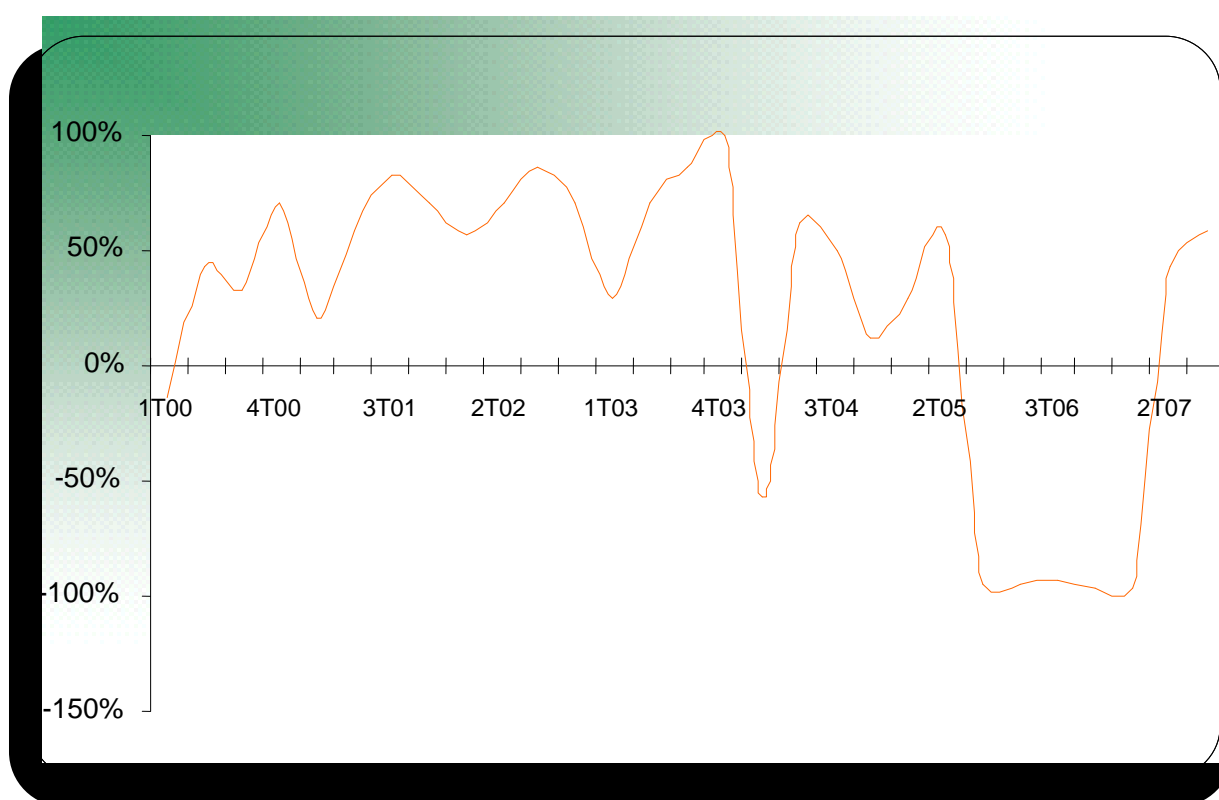


# BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE



## NOTE DE CONJONCTURE



*Numéro 50*

*Deuxième Trimestre 2011*

[www.bcr-guinee.org](http://www.bcr-guinee.org)

# Sommaire

Partie I : Indicateurs macroéconomiques et monétaires .....	3
I-1 Environnement international .....	3
I-2 Secteur réel .....	3
I-3 Secteur des finances publiques .....	7
I-4 Secteur extérieur .....	8
I-5 Secteur monétaire .....	9
Partie II : Résultat de l'enquête d'opinions .....	13
II-1 Secteur financier .....	13
II-2 Industrie .....	14
II-3 Bâtiments et travaux publics (BTP) .....	15
II-4 Commerce .....	16
II-5 Services .....	16
Partie III : Chronologie .....	18

## **Partie I : Indicateurs macroéconomiques et monétaires**

### **I-1 Environnement international**

La croissance économique mondiale continue d'enregistrer une progression modérée depuis le début de l'année en raison principalement de la catastrophe naturelle survenue au Japon ainsi qu'à la pression à la hausse des prix de l'énergie. Les économies avancées notamment les USA et la Zone Euro dont la croissance économique a augmenté respectivement de 0,5% et 0,8% au premier trimestre sont confrontées à la fois à des problèmes des finances publiques et à une demande interne en berne. Seule l'Allemagne connaît des performances économiques significatives grâce à son commerce extérieur toujours très dynamique. Malgré cela, la zone euro est au bord de la récession liée à la crise de la dette souveraine de certains de ses pays membres (Grèce, Italie, Portugal et Espagne). A l'inverse, les économies émergentes, amenées par la Chine, enregistrent une croissance économique réelle plus solide. Le taux de croissance au premier trimestre 2011, en glissement annuel, a été de 9,7% et 7,8% en Chine et en Inde respectivement.

En Afrique, la croissance économique a retrouvé sa tendance de long terme, signe d'une reprise bien avancée notamment en Afrique du Sud qui a enregistré une progression de son taux de croissance de 3,7% au premier trimestre 2011. Toutefois, l'activité économique dans la région d'Afrique du Nord s'est effondrée à cause du « printemps arabe » avec une chute des revenus touristiques et une baisse de la production et des niveaux d'investissements au plus bas. Ainsi, le taux de croissance s'est établi à -4,2% en Egypte et -3,3% en Tunisie.

Les prix à la consommation restent toujours élevés dans les pays industrialisés à cause de la hausse des prix des matières premières notamment dans le secteur de l'énergie. Ils ont atteint les 3.0% au mois de mai en Italie et 3.6% aux Etats Unis. En Afrique du Sud, le taux d'inflation annuel sur l'IPC s'est situé à 4.6% en mai contre 4.2% en avril 2011.

Les prix de la plupart des matières premières ont connu un retournement depuis le mois de mai. Le cours du pétrole a de nouveau dépassé le seuil de USD 100 au mois de mai tandis que les prix des céréales sont demeurés volatiles au cours des derniers mois.

Au cours de la période sous revue, l'évolution de l'économie nationale se résume comme suit.

### **I-2 Secteur réel**

#### **Inflation**

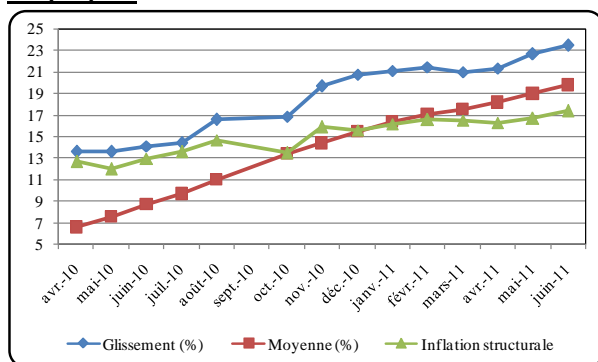
Les prix à la consommation des ménages qui étaient en baisse à la fin du premier trimestre de l'année ont sensiblement progressé au cours du second trimestre 2011. Depuis le début de l'année, le cumul des hausses des prix à la consommation est de 10%, selon l'Institut National de la Statistique. Cet accroissement est imputable en grande partie aux prix des produits alimentaires qui contribuent à eux seuls à plus de trois quart de la hausse totale.

En glissement annuel, le taux d'inflation a atteint le niveau de 23,5% en juin 2011 contre 21.0% trois mois plus tôt.

En moyenne annuelle, l'inflation a poursuivi la tendance à la hausse en se situant à 19,8% contre 17,6% à fin mars 2011. Le taux d'inflation est en hausse de 11 points de pourcentage par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010.

Enfin, l'inflation sous jacente, encore appelée inflation structurelle, mesurée par l'indice des prix hors produits frais et énergie, enregistre une hausse de 17,4% contre 16,5% au mois de mars 2011. Cet indice a connu une baisse entre février et avril.

**Graphique 1** : Evolution de l'inflation



**Source** : Calcul à partir des données de l'INS

En variation sur trois mois, l'indice des prix à la consommation à fin juin a augmenté de 4,7% contre 5,1% au mois de mars 2011.

Selon les fonctions de consommation, le panier alimentaire occupe, en moyenne, plus de trois quart de la hausse de l'indice total. A fin juin, la variation sur six mois des principaux sous-groupes, sont les suivantes : « pain et céréales » (+12,7%), « viande » (+26,5%), « sel et épices » (+16,5%) et « légumes autres que pomme de terre et tubercules » (+14,3%).

Les autres fonctions de consommation non alimentaire ayant connu une hausse significative au cours des six derniers mois sont « ameublement et équipement ménager » (+13,6%), « hôtels, cafés et restaurants » (+10,7%), « logement, eau, électricité et gaz » (+5,8%), « la santé » (+5,3%) et la sous catégorie « autres biens et services » (+8,4%).

Selon l'origine des produits, les produits locaux ont enregistré une variation annuelle de 21,3% contre 21,7% pour les produits importés.

### Production minière

Le volume de la production de bauxite se fixe à 4,3 millions de tonnes au deuxième trimestre 2011 connaissant une hausse de 8,96% par rapport au trimestre précédent. En comparaison à la même période de l'année 2010, cette production est en hausse de 11%. Cet accroissement est du en partie à la reprise de la demande mondiale.

La production de l'or continue de baisser au deuxième trimestre de l'année en se situant à 180 120 onces d'or contre 192 440 onces au premier trimestre. Comparée à la même période de l'année passée, cette production enregistre une baisse de 14,01%. Cette situation résulterait de l'arrêt de l'exploitation artisanale par le Gouvernement en faveur des travaux de la campagne agricole 2011/2012.

S'agissant de l'alumine, la production est en hausse de 17,39% par rapport au premier trimestre et de 28,25% en glissement annuel. Cette performance est due à l'impact du renforcement des capacités de production.

En ce qui concerne le diamant, la production se chiffre à 65 020 carats au second trimestre 2011, en baisse de 52,84% par rapport au

trimestre précédent et de 8,44% en glissement annuel. Cette contreperformance peut s'expliquer par l'arrêt de l'exploitation artisanale du diamant pour la relance du secteur agricole prônée par les autorités gouvernementales.

**Tableau 1 :** Evolution de la production minière en millions de tonnes, d'onces et de carats

Trimestre	Bauxite	Alumine	Or	Diamant
2 <sup>ème</sup> trimestre 2010	3883,58	133,36	209,46	71,01
3 <sup>ème</sup> trimestre 2010	4215,01	184,16	163,54	55,79
4 <sup>ème</sup> trimestre 2010	3968,94	200,2	195,55	111,52
1 <sup>er</sup> trimestre 2011	3956,17	145,7	192,44	137,86
2 <sup>ème</sup> trimestre 2011	4310,73	171,04	180,12	65,02

**Source :** Tableau de bord de l'économie guinéenne, MEF

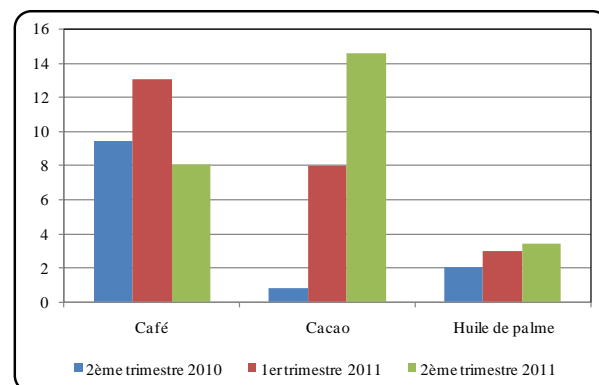
## Production agricole

Au deuxième trimestre 2011, la production du café enregistre une baisse de 38,32% par rapport au trimestre précédent, en s'établissant à 8080 tonnes. De même, elle est en baisse de 14,32% par rapport au deuxième trimestre 2010.

La production de l'huile de palme se chiffre à 14 640 tonnes au deuxième trimestre 2011, en hausse de 13,76% par rapport au trimestre précédent et de 67% par rapport à la même période une année plutôt.

Concernant le cacao, la production a connu un accroissement de 82,77% par rapport au premier trimestre 2011 en se chiffrant à 14 640 tonne au cours de la période sous revue.

**Graphique 2 :** Evolution de la production agricole en milliers de tonnes



**Source :** Tableau de bord de l'économie guinéenne, MEF

## Pêche

Au deuxième trimestre de l'année, la production de pêche enregistre une hausse de 21,77% par rapport au trimestre précédent en se chiffrant à 8 000 tonnes tandis qu'en glissement annuel, elle baisse de 7,08% par rapport à la même période de l'année 2010. Cette contre performance est due à la faiblesse des efforts du renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles du secteur.

## Matériaux de construction

Au deuxième trimestre 2011, la production de la peinture se situe à 1960,5 tonnes enregistrant ainsi un accroissement de 13,26% par rapport au premier trimestre 2011 et une hausse de 3,12% par rapport au deuxième trimestre 2010, du fait en partie de la hausse de la demande.

Quant au ciment, la production passe de 86 860 tonnes au premier trimestre 2011 à 108 620 tonnes au deuxième trimestre 2011, soit un accroissement de 25,05% entre les deux périodes. De même, elle connaît une

hausse de 35,02% par rapport à la même période de l'année 2010. L'augmentation de la production de ciment résulte en partie de la baisse des importations du ciment de 38,8% par rapport à 2010<sup>1</sup>.

**Tableau 2 :** Evolution de la production des matériaux de construction en milliers de tonnes

Trimestre	Ciment	Peinture
2 <sup>ème</sup> trimestre 2010	80,45	1901,23
3 <sup>ème</sup> trimestre 2010	65,72	1447,59
4 <sup>ème</sup> trimestre 2010	72,67	1729,13
1 <sup>er</sup> trimestre 2011	86,86	1731
2 <sup>ème</sup> trimestre 2011	108,62	1960,5

**Source :** Tableau de bord de l'économie guinéenne, MEF

## Produits alimentaires

Le volume de production de la farine s'élève à 4,57 mille tonnes au deuxième trimestre 2011, enregistrant ainsi une baisse de 10,57% par rapport au trimestre précédent et 11,43% en glissement annuel, en liaison avec la hausse de 13,8%<sup>2</sup> des importations de la farine sur la période (effet de concurrence déloyale).

Durant la période sous revue, le volume de production des boissons alcoolisées enregistre une diminution de 8,67% par rapport au premier trimestre 2011, pour se situer à 52 070 hectolitre. Toutefois, en glissement annuel, il enregistre une hausse de 8,66%.

S'agissant des boissons sucrées, leur volume de production se chiffre à 56 484 hectolitres contre 57 741 hectolitres au trimestre précédent. En glissement annuel, il connaît tout de même une hausse de 2,12%.

<sup>1</sup> Note de Conjoncture de l'Economie Guinéenne, N°88, deuxième trimestre 2011

<sup>2</sup> Note de Conjoncture de l'Economie Guinéenne N°88

**Tableau 3 :** Evolution de la production alimentaire en milliers de tonnes et en hectolitres

Trimestre	Farine	Boisson alcoolisée	Boisson sucrée
2 <sup>ème</sup> trimestre 2010	5,16	47920	55309
3 <sup>ème</sup> trimestre 2010	5,15	39306	44796
4 <sup>ème</sup> trimestre 2010	2,65	50567	47622
1 <sup>er</sup> trimestre 2011	5,11	57012	57741
2 <sup>ème</sup> trimestre 2011	4,57	52070	56484

**Source :** Tableau de bord de l'économie guinéenne, MEF

## Energie

Au deuxième trimestre 2011, la production totale d'électricité se chiffre à 140 206 méga watts heure connaissant ainsi une hausse de 8,55% par rapport au trimestre précédent et 3,38% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette progression peut s'expliquer par la hausse des investissements effectués par le Gouvernement dans ce secteur. Malgré cette performance, le déficit d'électricité qui continue à peser sur la capitale risque d'affecter l'objectif de croissance du PIB réel de 4% en 2011.

La production d'eau s'établit à 14 198 330 m<sup>3</sup> au cours de la période avril – juin 2011. Elle enregistre donc une baisse de 2,82% par rapport à la période précédente à cause de l'état défectueux du réseau de distribution.. Cependant, en glissement annuel, elle est en hausse de 1,02%.

**Tableau 4 :** Evolution de la production d'eau et d'électricité en millions de mètres de cubes et en méga watts heures

Trimestre	Eau	Electricité
2 <sup>ème</sup> trimestre 2010	14055527	135621
3 <sup>ème</sup> trimestre 2010	14864299	161875
4 <sup>ème</sup> trimestre 2010	15112970	158293

1 <sup>er</sup> trimestre 2011	14609981	129168
2 <sup>ème</sup> trimestre 2011	14198330	140206

**Source :** Tableau de bord de l'économie guinéenne, MEF

### Immatriculation des véhicules

Les immatriculations des véhicules ont enregistré une hausse de 10,41% au deuxième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent et 11,24% en glissement annuel.

### Mouvements d'aéronefs et des passagers à l'aéroport

Suite au retour à l'ordre constitutionnel et à l'amélioration de l'environnement des affaires, les activités à l'aéroport de Conakry se sont confortées au deuxième trimestre 2011 en enregistrant une hausse de 15,45% des mouvements des aéronefs et 18,98% des mouvements des passagers par rapport au premier trimestre 2011. En glissement annuel, ces activités enregistrent également une hausse de 13,74% pour les mouvements des aéronefs et 22,23% pour ceux des passagers.

**Tableau 5 :** Evolution des immatriculations des véhicules, des mouvements aéronefs et des mouvements passagers à l'aéroport de Conakry

Trimestre	Mvt aéronefs	Mvt passagers à l'aéroport	Immatriculation des véhicules
2 <sup>ème</sup> trimestre 2010	1820	62047	4394
3 <sup>ème</sup> trimestre 2010	1478	63668	3024
4 <sup>ème</sup> trimestre 2010	1591	70217	3669
1 <sup>er</sup> trimestre 2011	1793	63740	4427
2 <sup>ème</sup> trimestre 2011	2070	75839	4888

**Source :** Tableau de bord de l'économie guinéenne, MEF

### Déchargement au port autonome de Conakry

Par rapport au trimestre précédent, les déchargements du ciment au port autonome de Conakry ont enregistré un accroissement de

19,35% au deuxième trimestre 2011. Quant aux déchargements du riz, ils se situent à 111 990 tonnes durant ce trimestre, en hausse de 78,88% par rapport au premier trimestre 2011. En glissement annuel, si les déchargements du riz enregistrent une hausse de 21,58%, ceux du ciment connaissent une chute de 38,85%.

**Tableau 6 :** Evolution des déchargements au port autonome de Conakry

Trimestre	Déchargement de ciment au port	Déchargement du riz au port
2 <sup>ème</sup> trimestre 2010	183,13	99,21
3 <sup>ème</sup> trimestre 2010	137,44	63,99
4 <sup>ème</sup> trimestre 2010	105,56	45,43
1 <sup>er</sup> trimestre 2011	93,83	67,43
2 <sup>ème</sup> trimestre 2011	111,99	120,62

**Source :** Tableau de bord de l'économie guinéenne, MEF

### I-3 Secteur des finances publiques

L'exécution du budget de l'Etat au cours du deuxième trimestre 2011 s'est caractérisée par une forte mobilisation des recettes et dons, une maîtrise des dépenses publiques, le transfert des multitudes de comptes du Trésor public à la Banque Centrale et leur unification pour éviter la déperdition des recettes de l'Etat. Il en résulte, en juin 2011, un solde excédentaire base engagement hors dons de GNF 81,6 milliards contre un déficit prévisionnel de GNF 891,5 milliards, soit un surplus de GNF 809,92 milliards.

#### Recettes et dons

Au cours du deuxième trimestre 2011, les recettes et dons de l'Etat se sont établis à GNF 1 758 milliards contre une prévision de GNF 1 680,4 milliards, soit une plus value de GNF 77,63 milliards. Par rapport au deuxième trimestre de l'année 2010, cet effort de mobilisation est en hausse de 15,4%.

Le niveau des ressources est imputable aux recettes courantes qui se sont fixées à GNF 1 653,72 milliards contre une prévision de GNF 1 581,6 milliards car sur la période les dons affectés réalisés à hauteur de GNF 104,3 milliards sont en deçà de la prévision de GNF 15,5 milliards.

Au niveau des recettes courantes, le secteur minier a enregistré des recettes de GNF 489,8 milliards au cours du second trimestre 2011 contre un objectif initial de GNF 426,7 milliards, soit un taux de couverture de 114,8% par rapport à l'objectif initial. Cependant, en glissement annuel, les recettes du secteur minier sont en baisse d'environ 16%. Les recettes du secteur non minier se sont établies à GNF 1 163,9 milliards contre une prévision de GNF 1 154,9 milliards, soit un surplus de 9% par rapport à l'objectif prévisionnel. Cette plus value est essentiellement attribuable aux contributions directes et au commerce international dont les taux de couverture par rapport à l'objectif initial sont respectivement 112,3% et 107,5%. Les recettes du secteur non minier sont en hausse de 25% par rapport à celles réalisées à la même période de l'année passée.

## Dépenses

Comme au trimestre précédent, le niveau d'exécution des dépenses totales du budget national a été largement inférieur à l'objectif initial au cours du second trimestre 2010. Elles se sont établies à GNF 1 665,7 milliards contre une prévision de GNF 2 373,03 milliards. Elles sont en baisse de 23,4% par rapport au deuxième trimestre 2010. Cette baisse résulte à la fois de la réduction des dépenses courantes et des dépenses en capital qui se sont situées respectivement à GNF 1 280,29 milliards et à GNF 385,39 milliards

contre GNF 1502,1 milliards et GNF 672,78 milliards durant la même période de l'année passée.

La baisse des dépenses courantes est principalement attribuable aux dépenses effectuées sur les « autres biens et services » qui se sont chiffrées à GNF 337,7 milliards au cours du second trimestre 2011 contre GNF 665,1 milliards un an auparavant.

Le niveau des dépenses en capital s'explique essentiellement par le financement externe et le financement interne des investissements qui ont atteint respectivement GNF 247,7 milliards et GNF 132,9 milliards contre des prévisions de GNF 214,7 milliards et de GNF 427,4 milliards. En glissement annuel, ces financements sont respectivement en hausse de 573,6% et en baisse de 79,01% par rapport à la même période de 2010.

## I-4 Secteur extérieur

Le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est aggravé au second trimestre 2011, passant d'environ USD 100,8 millions à USD 115,7 millions durant ce trimestre. Cette évolution résulte de la dégradation simultanée du solde des services et de celui des transferts courants qui ont affiché respectivement un déficit de USD 108,9 millions et un excédent de USD 21,5 millions au deuxième trimestre 2011 contre un déficit de USD 62,3 millions et un excédent de USD 49,9 millions au premier trimestre 2011.

Au cours du second trimestre 2011, le solde des biens s'est nettement amélioré pour enregistrer un déficit de USD 13 millions contre un déficit de 43,36 millions durant les trois premiers mois de l'année. Cette évolution résulte principalement de la forte hausse des exportations et dans une moindre



mesure de celle des importations. Les exportations FAB se sont établies à USD 494,1 millions au second trimestre 2011, en hausse de 49,7% par rapport au trimestre précédent. Quant aux importations FAB, elles se sont élevées à USD 507,1 millions durant ce trimestre contre USD 373,4 millions au cours du premier trimestre 2011, soit une hausse de 35,8%.

Le solde sur revenus s'est aussi amélioré bien que déficitaire, affichant un déficit de USD 15,3 millions entre avril et juin 2011 contre USD 45,06 millions durant le trimestre précédent.

Par contre, le compte de capital s'est détérioré en dégageant un solde excédentaire de USD 9,3 millions de dollars au second trimestre contre un excédent de 88,6 millions de dollars au trimestre passé. Cette baisse résulte essentiellement par la contraction des dons au cours de la période.

Au cours du deuxième trimestre 2011, le compte des opérations financières a dégagé un excédent de USD 1662,3 millions contre USD 13 millions durant le trimestre précédent. Cette forte augmentation s'explique par d'importants flux d'investissements direct étrangers, notamment des sociétés minières, et le versement sans contrepartie de USD 700 millions de Rio Tinto.

### **I-5 Secteur monétaire**

La base monétaire connaît une hausse de GNF 611,08 milliards par rapport au mois de mars 2011 en s'établissant ainsi à GNF 7 166,51 milliards à la fin du deuxième trimestre 2011. Elle enregistre ainsi un accroissement de 9,32%, imputable d'une part à l'augmentation des réserves des banques primaires et les

dépôts du secteur privé, la circulation fiduciaire diminuant de 8,5%, et d'autre part à l'amélioration des avoirs extérieurs nets de la BCRG.

A fin juin 2011, la masse monétaire connaît une hausse de 7,57% par rapport à fin mars 2011, en s'établissant à GNF 11 376,85 milliards. Cette situation s'explique par l'amélioration des avoirs extérieurs nets du système bancaire qui se sont accrus de GNF 6 033,03 milliards au cours de la période sous revue. Toutefois, la baisse des avoirs intérieurs nets du système bancaire de 60,51% a atténué l'augmentation de la masse monétaire.

### **Contreparties de la masse monétaire**

#### **Avoirs extérieurs nets**

A la fin du deuxième trimestre 2011, les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont confortés en s'établissant à GNF 7 962,20 milliards contre GNF 1 929,17 milliards à la fin du premier trimestre de l'année. Cette amélioration s'explique par l'explosion des réserves de change de la BCRG (qui passent de GNF 1 290,50 milliards en fin mars 2011 à GNF 7 178,52 milliards en fin juin 2011) et la hausse de 23% des avoirs extérieurs des Banques de dépôt. Il est à noter que la performance des avoirs extérieurs de la BCRG s'explique entre autres par les versements de :

- de Rio Tinto (700 millions de dollars) ;
- d'un appui au patrimoine minier (25 millions de dollars) ;
- d'un appui budgétaire du gouvernement de Congo-Brazzaville (50 millions de dollars) et de la BAD (15 millions de DTS) ;
- de l'encaissement mensuel de taxes minières (CBG, SAG, SMD,...).

## **Avoirs intérieurs nets**

Les avoirs intérieurs nets du système bancaire enregistrent une baisse de 61% par rapport au mois de mars 2011 en s'établissant à GNF 3 414,65 milliards au mois de juin 2011. Cette situation s'explique à la fois par la baisse de GNF 205,81 milliards du crédit intérieur net qui s'établit à GNF 9 857,04 milliards à fin juin 2011 et l'aggravation des autres postes nets de GNF 5 026,40 milliards.

## **Composantes de la masse monétaire**

Au cours de la période sous revue, les composantes de la masse monétaire enregistrent les évolutions ci-après :

- la monnaie en circulation se situe à GNF 3 553,73 milliards en juin 2011 contre GNF 3 883,96 milliards en mars 2011, soit une baisse de 8,50% ;
- les dépôts à terme reculent de 3,23% passant de GNF 232,93 milliards à fin mars 2011 à GNF 225,40 milliards à fin juin 2011 ;
- les dépôts à vu s'accroissent de 8,66% s'établissant à GNF 5 322,14 milliards à la fin du second trimestre 2011 contre GNF 4 897,76 milliards à la fin du trimestre précédent ;
- les dépôts en devises augmentent de 45,74% et se chiffrent à GNF 1 561,38 milliards à la fin du premier trimestre de l'année contre GNF 2 275,58 milliards à la fin du mois de juin 2011.

## **Marché des changes**

Dans le double objectif de stabiliser le taux de change et de contenir le prix des denrées de première nécessité, les activités du marché interbancaire des changes (MIC) avaient été lancées le 04 mars 2011. Ce qui devrait

permettre de financer les dossiers arrivés à échéance de règlement pour quatre denrées alimentaires : le riz, la farine, le sucre et l'huile.

Après trois séances, ses activités ont été suspendues et une commission d'inspection conjointe Direction des Banques – Direction des Changes s'est rendue dans les banques pour vérifier le dénouement des opérations de financement issues du MIC. Cette commission avait pour mission de s'assurer du respect des règles du MIC. Le rapport de cette mission a fait état des anomalies suivantes :

- certaines banques primaires ont utilisé les financements obtenus au MIC pour réduire le niveau des avances en devises accordées à certains clients ;
- d'autres banques ont obtenu des financements au MIC sans pour autant effectuer des transferts pour régler les fournisseurs ;
- il y a eu également des banques qui ont utilisé ces financements pour régler des factures de produits autres que ceux de première nécessité ;
- des banques ont surévalué leurs besoins de financement ;
- des demandes descriptives d'importations (DDI) de produits autres que des denrées de première nécessité ont été soumises au MIC et financées.

Ainsi, après cette période d'inspection, le MIC a eu lieu huit (8) fois au cours du deuxième trimestre 2011 dont 3 fois en mai et 5 fois en juin. Sur une demande totale des banques commerciales de USD 357 millions, la BCRG offre USD 45 millions. Le gap entre la demande des banques et l'offre de la BCRG s'explique par la limitation des financements

des importations aux produits de première nécessité, même si la gamme des produits à financer a été élargie aux produits dont l'importation n'est pas prohibée.

### **Marché monétaire**

Au deuxième trimestre 2011, il n'y a pas eu d'adjudication de Bons de Trésor (BDT) à 28 jours, 42 jours et 91 jours. Par ailleurs, le volume total des encours de BDT à 182 jours se chiffre à GNF 400 milliards à fin juin 2011 contre GNF 600 milliards à fin mars 2011. Le volume des encours à 364 jours s'élève à GNF 1785 milliards comme à fin mars 2011.

Concernant le guichet de refinancement appelé « prise en pension », les banques n'ont pas demandé de refinancement après le mois d'avril 2011. Au cours de ce mois, le volume des prises en pension se chiffre à GNF 390 milliards avec des intérêts qui sont de GNF 587 millions.

La BCRG n'a pas émis de titre de régulation monétaire (TRM) au cours de la période sous revue.

### **Taux d'intérêt bancaire**

Au cours du deuxième trimestre 2011, la BCRG n'a pas changé son directeur qui est fixé à 22% depuis le 23 mars 2011.

Le marché monétaire n'a pas été actif durant la période avril-juin 2011 car il n'y a pas eu de marché de bons du Trésor.

### **Cours de change**

Au 30 juin 2011, sur le marché officiel, le GNF s'est déprécié d'environ 3% et de 4,2% respectivement par rapport au dollar et à l'euro à fin mars 2011. En effet, le taux de

change d'un dollar est passé de GNF 6 565,5 au 31 mars 2011 à GNF 6 770,2 au 30 juin 2011 pendant que l'euro s'établit à environ GNF 9655 à fin juin 2011 contre GNF 9 250,8 à fin mars 2011. Sur le marché parallèle, le franc guinéen s'est apprécié de 4% par rapport au dollar tandis qu'il s'est déprécié de 10,4% par rapport à l'euro. La dépréciation du GNF par rapport à ces devises s'explique essentiellement par trois facteurs :

- le déséquilibre structurel entre l'offre et la demande ;
- la faiblesse de l'offre de la BCRG par rapport à la demande des banques sur le marché interbancaire des changes ;
- la forte intervention de certaines grandes entreprises sur le marché informel au détriment du système bancaire.

Parallèlement, les primes de change sur les deux marchés de devises de référence se sont réduites. A fin juin 2011, elles se sont établies à 9,7% et à 8,9% respectivement pour le dollar et l'euro contre 15,8% et 2,6% à fin mars 2011 et contre 21,9% et 2,6% le 09 mars 2011, l'activité des bureaux de change étant suspendus entre le 10 et le 30 mars 2011 par le Gouvernement.

### **Budget en devises**

En juin 2011, le solde du budget en devises affiche un excédent de USD 831,02 millions contre un excédent prévisionnel de USD 82,1 millions, soit un surplus de GNF 748,92 millions. Cet excédent est en hausse de USD 815,63 millions par rapport au premier trimestre 2011 et de USD 826,01 millions par rapport à la même période en 2010. Cette évolution est s'explique principalement par le versement de USD 700 millions de Rio Tinto.

## **Recettes**

Le second trimestre 2011 a été marqué par une importante mobilisation de ressources en devises. Les recettes se sont ainsi établies à USD 929,24 millions contre un objectif initial de USD 203,94 millions. Elles sont en hausse de USD 855,81 millions par rapport au trimestre précédent, grâce aux opérations pour le compte de l'Etat, qui ont atteint USD 877,34 millions durant ce trimestre contre USD 45,56 millions au trimestre précédent et USD 76,01 millions à la même période en 2010. Cette évolution résulte de la hausse des autres recettes et des recettes minières qui se sont fixées respectivement à USD 803,74 millions et à USD 73,6 millions au cours de ce trimestre contre USD 5,38 millions et USD 40,18 millions au trimestre passé.

Les opérations pour le compte de la BCRG se sont établies à USD 51,9 millions contre une prévision de USD 52,95 millions. Par rapport au trimestre précédent, elles sont en hausse d'environ 90%, attribuable essentiellement aux dépôts des banques.

## **Dépenses**

Au cours du deuxième trimestre 2011, les dépenses se sont établies à USD 98,22 millions contre un objectif initial de USD 121,84 millions. Par rapport au trimestre précédent, elles se sont accrues de 99,1%. Par contre, en glissement annuel, elles sont en baisse de 8,5% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution résulte de la baisse des opérations pour le compte de l'Etat qui se sont chiffrées à USD 51,05 millions au second trimestre 2011 contre USD 77,92 millions à la même période en 2010. La baisse des opérations pour le compte de l'Etat est imputable à la diminution des autres dépenses courantes qui se sont élevées à USD

12,80 millions au cours de ce trimestre contre USD 29,71 millions un an auparavant.

Les opérations pour le compte de la BCRG se sont chiffrées à USD 5,15 millions contre USD 3,66 millions au premier trimestre de cette année et USD 3,53 millions au même moment en 2010. L'augmentation de ces opérations est principalement due à la hausse des autres dépenses BCRG qui ont enregistré USD 2,47 millions contre USD 1,36 millions durant les trois premiers mois de 2011 et USD 0,82 million au second trimestre 2010.

Les opérations pour le compte des banques ont enregistré une augmentation, passant de USD 28,75 millions durant le trimestre passé à USD 42,02 millions au cours de ce trimestre. Cette hausse s'explique exclusivement par les transferts au profit des banques.

## Partie II : Résultat de l'enquête d'opinions

### II-1 Secteur financier

#### Banques

---

*La vigueur du système financier guinéen se poursuit.*

---

Tous les établissements de crédit déclarent avoir enregistré une hausse de leur Produit Net Bancaire au cours du deuxième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent. Cette progression résulte encore une fois de l'accroissement notable de la clientèle (chez 10 banques sur 12). Cette situation s'est traduite par un accroissement des dépôts des banques chez 75,5% des établissements au deuxième trimestre 2011 contre 81,8% au trimestre précédent. Par ailleurs, la presque totalité des banques (11 sur 12) s'attend à une amélioration du produit net bancaire au troisième trimestre 2011.

Concernant le produit d'exploitation, dix (10) banques sur douze (12) ont noté une amélioration au cours de la période sous revue, en liaison avec la reprise de l'activité économique et le regain de confiance envers le système bancaire.

Les crédits octroyés à court terme se sont accrus chez 50% des établissements de crédits contre 81,8% au premier trimestre 2011. Quant aux crédits à long terme, ils sont restés stables chez 66,7% des établissements tandis qu'ils ont baissé chez 22,2% des banques.

S'agissant des recettes d'exportations, elles sont restées stables chez 81,8% des établissements de crédits. En ce qui concerne le niveau des transferts de fonds vers l'étranger, il a baissé chez 50% des banques

alors qu'il est maintenu stable chez les 50% restants. La plupart des banques (58,3%) a noté une hausse des transferts de fonds de l'étranger vers la Guinée par rapport au trimestre passé.

Dans le domaine social, 75% des banques affirment avoir augmenté le niveau des salaires tandis que 16,7% l'ont maintenu stable. Le relèvement du niveau de rémunération résulterait d'un accord conclu avec le syndicat. Par rapport aux effectifs des employés, sept (7) banques ont procédé au recrutement du personnel au second trimestre 2011. En termes de perspectives, 50% des établissements crédits s'attendent à une hausse de leurs effectifs au troisième trimestre 2011.

Avec l'amélioration du climat des affaires, toutes les banques ont procédé à des investissements durant le deuxième trimestre 2011. Ces investissements sont effectués principalement dans la formation et pour acquérir les mobiliers, les matériels roulants et l'équipement informatique.

#### **Assurances :**

---

*Contre toute attente, les activités dans ce secteur baissent.*

---

Au cours du second trimestre 2011, le volume des transactions a connu une baisse chez 60% des compagnies d'assurance et est resté stable chez les 40% restants. Cela a conduit à la baisse du chiffre d'affaires au niveau de 60% des établissements d'assurances contre une amélioration du chiffre d'affaires chez 80% d'entre eux au trimestre précédent. Pour le troisième trimestre 2011, 75% d'entre eux pensent que le chiffre d'affaire demeurera stable.

Durant ce trimestre, les activités des compagnies d'assurances ont été plus dynamiques avec les courtiers et les bureaux directs.

Concernant les placements de leurs provisions, les assureurs ont opté au cours de ce trimestre pour les dépôts à terme (4 compagnies) et pour les Bons du Trésor (1 compagnie). Aucune compagnie n'a jugé satisfaisante la rémunération de ces actifs, les assureurs considérant le taux de rémunération faible.

Au niveau social, deux (2) assureurs ont procédé au relèvement de la rémunération de leurs employés au deuxième trimestre 2011. S'agissant des effectifs, 60% des sociétés d'assurances déclarent avoir recruté du personnel au cours de la période sous revue. Pour le prochain trimestre, seule une (1) compagnie envisage étoffer son effectif.

Par rapport aux investissements, tous les assureurs affirment avoir réalisé des projets au deuxième trimestre 2011 pour l'achat du mobilier, du matériel roulant, du matériel informatique et pour la formation. En termes de perspectives pour le troisième trimestre 2011, deux compagnies envisagent accroître leurs investissements.

## **II-2 Industrie**

---

*La reprise n'a été que passagère dans ce secteur.*

---

Le deuxième trimestre 2011 est caractérisé par une baisse des activités du secteur en comparaison au premier trimestre 2011. En fait, si au premier trimestre 54,2% des répondants ont enregistré une hausse de leur chiffre d'affaire, c'est seulement 35,5% qui ont enregistré une hausse du chiffre d'affaire au deuxième trimestre de l'année. La

principale raison avancée par ces entreprises est l'augmentation de la demande de leurs produits. Il est à noter qu'au premier trimestre de l'année ce sont 40,9% des entreprises qui avaient projeté une hausse du chiffre d'affaire. Par ailleurs, 28,1% des entreprises connaissent une baisse de leur chiffre d'affaire due, en partie, à la contraction de la demande de leurs produits. Toutefois, 44,4% des répondants projettent une hausse de leur chiffre d'affaire au troisième trimestre de l'année tandis que 28% s'attendent à une baisse de celui-ci.

Au deuxième trimestre de l'année, c'est seulement 37,9% des répondants qui ont enregistré une hausse de leur production contre 54,5% au trimestre précédent. Les raisons avancées pour cette hausse sont entre autres l'amélioration des coûts de production et du savoir-faire et l'augmentation de la demande des produits. Au cours de cette période, ce sont 27,6% des entrepreneurs qui connaissent une baisse de production contre 27,3% à la période précédente.

Au cours de la période sous revue, c'est seulement 15,5% des répondants qui ont demandé un crédit bancaire contre 20,8% au premier trimestre 2011. Ainsi, 84,4% des chefs d'entreprises n'ont pas sollicité de crédit bancaire au deuxième trimestre 2011, soit parce qu'ils estiment que ce n'est pas nécessaire, soit parce que les conditions bancaires sont difficiles ou parce qu'ils disposent d'autres sources de financement. Signalons toutefois que 65,6% des répondants ont eu recours à l'autofinancement pour leurs activités au cours du deuxième trimestre de l'année.

Au cours de la période avril-juin 2011, si 51,6% des entreprises interrogées ont gardé leur prix stable, c'est seulement 35,5% qui les ont augmentés contre 54,2% au premier trimestre 2011. Le niveau des salaires a gardé la même tendance qu'au premier trimestre 2011. En effet, ce sont 86,7% des répondants qui ont gardé stable le niveau des salaires

contre 60,9% au trimestre précédent. En termes d'effectifs, ce sont 81,3% des répondants qui les ont gardé stables tandis que 71,9% ne projettent pas de changement d'effectifs au troisième trimestre de l'année.

S'agissant de l'investissement, 58,1% des entreprises ont procédé à des investissements en « Mobiliers et équipements », « Immobilier », en « Formation » et « équipements informatiques », entre autres. Il faut noter que 55% des répondants ne projettent d'investir au troisième trimestre de l'année tandis que 30% s'attendent à une hausse du niveau de leur investissement au prochain trimestre.

### **II-3 Bâtiments et travaux publics (BTP)**

---

*Les entreprises du bâtiment et des travaux publics ont encore des difficultés pour se relever.*

---

Durant le deuxième trimestre 2011, le chiffre d'affaires a connu une hausse au niveau de seulement 9,1% des entreprises du secteur des BTP, alors qu'il a baissé chez 36,4%. Cette évolution résulte de la morosité de l'environnement économique, de la baisse de la demande des produits et des problèmes de gestion. Au prochain trimestre 2011, 15,4% des entreprises de ce secteur prévoient une hausse de leur chiffre d'affaire contre 69,2% qui envisagent une stabilité.

Sur le plan du financement de leurs activités, 14,3% des entreprises des BTP ont sollicité un crédit bancaire au second trimestre 2011. Parmi celles ayant sollicité un crédit, 66,7% l'ont obtenu. Les conditions bancaires difficiles constituent la principale raison invoquée par les entreprises qui n'ont pas demandé de crédit.

Les autres sources de financement auxquelles les entreprises des BTP ont eu recours sont l'autofinancement (63,6%) et les crédits fournisseurs (18,2%).

S'agissant de leurs placements, 15,8% des entreprises affirment avoir effectué des placements grâce à leurs activités.

En ce qui concerne la tarification de leurs prestations, 45,5% des entreprises de BTP interrogées déclarent avoir procédé à une augmentation des prix de leurs prestations alors que 50% d'entre elles affirment les avoir maintenu inchangés.

Dans le domaine de gestion des ressources humaines, seulement 9,1% des entreprises ont augmenté le niveau de rémunération de leurs employés au second trimestre 2011 tandis que 86,4% n'ont pas modifié le niveau de salaire de leur personnel. Par rapport aux effectifs, 72,7% des entreprises les ont maintenus stables alors que 22,7% ont procédé à des réductions, en raison de la baisse des activités. Toutefois, 22,7% des entreprises de BTP envisagent recruter du personnel au troisième trimestre 2011.

En termes d'investissements, 50% des entreprises du secteur des BTP déclarent avoir fait des investissements pour acquérir principalement des équipements informatiques, des mobiliers et des matériels roulants. Ces investissements pourraient se poursuivre au prochain trimestre chez 33,3% des entreprises interrogées.

## **II-4 Commerce**

*La reprise du secteur se fait encore attendre.*

---

Le deuxième trimestre de l'année a enregistré une baisse sensible du chiffre d'affaire dans le secteur du commerce. En effet, c'est seulement 10% des entreprises qui enregistrent une hausse du chiffre d'affaire contre 26,2% au trimestre précédent et une prévision de 33,3% (chiffre d'affaire qui était prévu pour le deuxième trimestre lors de l'enquête du premier trimestre). Par ailleurs, ce sont 49,2% des entreprises qui ont connu une baisse du chiffre d'affaire contre 47,6% au trimestre précédent. Cette situation est imputable à la baisse de la demande de leurs produits, de la morosité de l'environnement économique et à un problème de gestion. Notons toutefois, que c'est seulement 21% des répondants qui projettent une hausse du chiffre d'affaire.

La marge bénéficiaire a baissé chez 58,5% des entreprises du secteur au deuxième trimestre de l'année contre 40,5% au trimestre précédent. La diminution ainsi enregistré est due à une baisse des prix de vente et à une hausse des prix d'acquisition. Par ailleurs, c'est seulement 11% des chefs d'entreprise qui ont enregistré une hausse de marge bénéficiaire.

Concernant les crédits bancaires, 90,9% n'en ont pas demandé au deuxième trimestre 2011 contre 90,2% au premier trimestre de l'année. En fait, ces chefs d'entreprises estiment que soit il n'est pas nécessaire d'en demander ou que les conditions bancaires sont difficiles.

Au deuxième trimestre 2011, 35,4% des entreprises interrogées estiment que le niveau de leurs prix est élevé contre 47,6% au trimestre précédent tandis que 49,2% les jugent stables. Le niveau des salaires est resté stable pour 92,7% des répondants entre avril et juin 2011 contre 71% au trimestre précédent. Il faut noter également que 93,8% des entrepreneurs n'ont pas modifié leurs

effectifs au deuxième trimestre 2011 contre 82,6% au trimestre précédent.

Ce sont 29,4% des entreprises qui ont enregistré une baisse de leurs importations au cours de la période sous revue contre 42,1% trois mois plutôt. Cette situation est principalement due au niveau élevé des droits de douane et des « tarifs et redevances portuaires » ainsi qu'aux difficultés liées à l'approvisionnement en devise. Il est à noter que pour 35% de ces importateurs, le niveau des importations est resté stable.

Globalement, le niveau de stock est resté stable au cours du deuxième trimestre de l'année. Ce sont 56% des répondants qui estiment que le niveau de stock est resté stable tandis que seulement 16% estiment qu'ils sont en hausse. En termes d'investissement, 50% des entreprises n'ont pas investi au cours de la période sous revue, contre 70,7% au trimestre précédent.

## **II-5 Services**

*La reprise se poursuit dans ce secteur.*

---

Au deuxième trimestre 2011, chez 32,4% des entrepreneurs on note une amélioration du chiffre d'affaire contre 35,4% au trimestre précédent. Il est à noter que 38,1% des chefs d'entreprise projettent une hausse de leurs chiffres d'affaire au troisième trimestre 2011.

En termes de financement des activités dans le secteur, comme au premier trimestre, les entreprises n'ont pas fait recours aux crédits bancaires. En fait, ce sont 95,7% des chefs d'entreprises qui n'ont pas demandé de crédit bancaire au cours de la période sous revue contre 95,8% au trimestre précédent. Cette situation s'explique principalement par les difficultés d'accès au crédit et la disponibilité d'autres sources de financement. Ainsi, ce sont 93,8% des chefs d'entreprise qui ont procédé à l'autofinancement de leurs activités



et ce sont 35,7% qui ont profité des prêts entre membre de la même corporation.

Les prix ont été relativement contenus au cours du deuxième trimestre 2011. Ce sont 78,3% des répondants qui n'ont pas procédé à un changement de leurs prix au cours de la période contre 55,3% au trimestre précédent. C'est seulement 14,5% des chefs d'entreprises qui ont revu leurs prix à la hausse contre 34% au premier trimestre de l'année.

Le niveau des salaires a également enregistré une certaine stabilité entre avril et juin 2011. En effet, ce sont 86,6% des entrepreneurs qui ont gardé le niveau des salaires stable contre 67,4% la période précédente tandis que seulement 11,5% ont revu celui de leurs travailleurs à la hausse contre 30,4% au premier trimestre de l'année.

En termes d'emploi, 77,1% des chefs d'entreprise ont gardé stable leurs effectifs au deuxième trimestre 2011 tandis que 20% ont rehaussé le nombre d'employés au cours de cette période contre une prévision de 14,9% (nombre d'employés qui était prévu pour le deuxième trimestre lors de l'enquête du premier trimestre). Il faut noter ensuite que 12,9% des répondants projettent une hausse de l'effectif de leurs employés au troisième trimestre de l'année

Concernant les investissements, ce sont 57,7% des chefs d'entreprise qui ont procédé à des investissements dans l'achat du mobilier et matériel roulant, de l'immobilier, de l'équipement informatique et dans la formation. Si 42,9% des répondants projettent une hausse de leur niveau d'investissement ce sont 46,9% qui ne projettent pas d'investir au prochain trimestre de l'année.

### **Partie III : Chronologie**

*Au deuxième trimestre, le Gouverneur de la BCRG a édicté deux décisions relatives à l'organisation des Directions Générales de la BCRG.*

**Décision N°D/2011/206** portant organisation administrative de la Banque Centrale de la République de Guinée.

**Cette décision** structure la Banque Centrale en huit (8) Directions Générales qui sont :

- la Direction Générale de l'Administration et des Services Juridiques ;
- la Direction Générale du Contrôle Permanent ;
- la Direction Générale des Etudes et des Statistiques ;
- la Direction Générale du Crédit et des Changes ;
- la Direction Générale de l'Exploitation ;
- l'Audit Général.

Les Directions Générales de la Banque Centrale sont composées ainsi qu'il suit :

**1) Direction Générale de l'Administration et des Services Juridiques :**

- Direction des Ressources Humaines ;
- Direction de la Formation et Renforcement des Capacités ;
- Direction de la Logistique ;
- Direction de l'Immobilier et de l'Equipement ;
- Direction des Services Juridiques et de l'Organisation.

**2) Direction Générale du Contrôle Permanent :**

- Direction de la Sécurité du Personnel et du Patrimoine ;
- Risk Management auprès de la Direction Générale de l'Administration et des Services

Juridiques ;

- Risk Management auprès de la Direction Générale de la Direction Générale de l'Exploitation ;
- Risk Management auprès de la Direction Générale des Finances et de l'Informatique ;
- Risk Management auprès de la Direction Générale du Crédit et des Changes.

**3) Direction Générale des Finances et de l'Informatique**

- Direction de la Comptabilité ;
- Direction du Budget et de la Planification ;
- Direction de l'Informatique et des Systèmes d'Information.

**4) Direction Générale de la Supervision des Institutions Financières**

- Direction de la Supervision Bancaire ;
- Direction de la Supervision des Assurances ;
- Direction de la Supervision des Institutions de Microfinance.

**5) Direction Générale des Etudes et des Statistiques**

- Direction des Etudes et de la Recherche ;
- Direction des Relations Internationales ;
- Direction de la Statistique et de la Balance des Paiements ;
- Direction de la Documentation et des Archives.

**6) Direction Générale du Crédit et des Changes**

- Direction de la Politique Monétaire et du Crédit ;
- Direction des Changes ;
- Direction du Contrôle et du Suivi de la Règlementation des Changes.

**7) Direction Générale de l'Exploitation**

- Direction de l'Agence Principale ;
- Direction de l'Emission ;
- Direction de la Caisse Centrale ;

- Direction des Métaux Précieux ;
- Direction du Réseau.

#### **8) Audit Général**

- Direction de l'Audit Interne ;
- Direction de la Surveillance des Risques ;
- Cellule Déontologie.

**Décision N°D/2011/275** portant nomination de Conseillers au Cabinet du Gouverneur.

Cette décision nomme :

- Deux Conseillers chargés de mission ;
- un Conseiller chargé des questions économiques et monétaires ;
- un Conseiller chargé des Normes Comptables ;
- un Conseiller chargé des procédures ;
- un Conseiller chargé des questions de monétique.

# **ANNEXES**

### Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)

	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11
<b><u>AVOIRS EXTERIEURS NETS</u></b>	<b><u>1436,21</u></b>	<b><u>780,82</u></b>	<b><u>765,01</u></b>	<b><u>1929,17</u></b>	<b><u>7 962,20</u></b>
Banque Centrale (1)	949,50	372,52	240,92	1290,50	7 178,52
(en millions de dollars)	159,21	61,68	39,60	196,76	<b>1 060,30</b>
Or	66,38	58,44	41,28	41,28	60,99
FMI	-940,76	-1264,30	-1251,41	-307,09	-305,08
Avoirs en DTS	695,50	723,62	718,26	768,43	783,83
Avoirs en devises (net)	1128,37	854,76	732,78	787,88	6 638,79
Banque de Dépôts	486,71	408,31	524,09	638,67	<b>783,67</b>
<b><u>AVOIRS INTERIEURS NETS</u></b>	<b><u>6642,58</u></b>	<b><u>8604,72</u></b>	<b><u>9602,92</u></b>	<b><u>8646,86</u></b>	<b><u>3 414,65</u></b>
Dont Avoirs Intérieurs Nets BCRG	4188,54	5556,17	6740,81	5264,93	<b>-12,02</b>
Crédit intérieur net	7427,34	8896,16	10079,98	10062,85	<b>9 857,04</b>
Créances sur le Secteur Public	5909,95	7262,94	8440,56	8216,16	<b>7 929,82</b>
Créances nettes sur l'Etat*	5845,70	7205,81	8368,96	8128,83	<b>7 842,09</b>
BCRG	4334,99	5272,60	6455,74	5728,89	5 579,17
Banques	1510,71	1933,21	1913,22	2399,94	2 262,92
Créances sur les Entreprises Publiques	64,25	57,13	71,60	87,33	<b>87,73</b>
Créances sur le Secteur Privé	1517,39	1633,21	1639,42	1846,69	<b>1 927,22</b>
Autres Postes nets	-784,76	-291,44	-477,06	-1415,99	<b>-6 442,39</b>
<b><u>MASSE MONETAIRE</u></b>	<b><u>8078,79</u></b>	<b><u>9385,54</u></b>	<b><u>10367,93</u></b>	<b><u>10576,03</u></b>	<b><u>11 376,85</u></b>
Base Monétaire	5138,04	5928,69	6981,73	6555,43	<b>7 166,51</b>
Monnaie en circulation	2920,55	3360,33	3987,51	3883,96	3 633,41
Dépôts à vue gnf	3727,52	4449,62	4816,40	4897,76	5 322,14
Dépôts à terme gnf	150,65	182,94	193,51	232,93	225,40
Dépôts en devises	1280,07	1392,65	1370,51	1561,38	<b>2 275,58</b>
( en millions de dollars )	214,65	230,57	225,27	238,07	<b>336,11</b>

**Source :** BCRG / Direction Statistiques et BDP

**Budget en devises (en millions de USD)**

	<b>T3/08</b>	<b>T4/08</b>	<b>T4/09</b>	<b>T1/10</b>	<b>T2/10</b>	<b>T3/10</b>	<b>T4/10</b>	<b>T1/11</b>	<b>T2/11</b>
<b>A- Entrées</b>	<b>83,5</b>	<b>88,7</b>	<b>20,2</b>	<b>59,21</b>	<b>112,39</b>	<b>104,03</b>	<b>104,00</b>	<b>73,43</b>	<b>929,24</b>
1- Opérations pour le compte de l'Etat	46,7	61,7	10,7	31,10	76,01	27,50	43,23	45,56	877,34
Recettes minières	42,1	41,1	9,14	30,33	68,54	26,87	38,40	40,18	73,60
Assistance extérieure	0	0	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres recettes	4,5	20,6	0,10	0,77	7,47	0,63	4,83	5,38	803,74
2- Opérations en compte propre	36,9	27	9,54	28,11	36,38	76,53	60,77	27,87	51,90
Produits financiers BCRG	0,9	1,6	0	0,91	0,0	0,01	0,00	0,00	0,34
Dépôts des banques	35,9	25,4	9,44	27,20	36,38	76,52	60,77	27,82	51,56
Autres recettes	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>B- Sorties</b>	<b>99,6</b>	<b>111,8</b>	<b>13,24</b>	<b>30,74</b>	<b>107,38</b>	<b>114,89</b>	<b>114,84</b>	<b>58,05</b>	<b>98,22</b>
1- Opérations pour le compte de l'Etat	32,5	59,6	10,7	14,58	77,92	45,65	54,12	25,64	51,05
Dettes extérieures sans FMI	14,8	32	0,00	2,03	35,27	19,41	10,85	14,04	38,25
Principal	10	23,9	0,00	2,03	27,90	15,33	7,41	10,53	28,89
Intérêt	3,8	8,1	0,00	0,00	7,37	4,08	3,44	3,51	9,36
Ambassades	7	5,2	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,40	7,23
Autres dépenses	6,8	17,3	4,06	12,01	29,71	19,39	15,69	10,20	5,57
Subventions et transferts	0,3	0	0,00	0,00	0,0	0,23	22,08	0,00	0,00
Dont pèlerinage	3,5	13,7	1,55	28,47	1,30	6,12	22,08	0,00	0,00
Dépenses en capital	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2- Opérations en compte propre	4,9	3,9	0,85	2,97	3,53	4,76	7,12	3,66	5,15
Frais impression billets	3,3	1,8	0,49	0,93	2,71	4,18	6,85	2,30	2,69
Autres charges BCRG	1,6	2,1	0,36	2,04	0,82	0,58	0,27	1,36	2,47
3- Opérations pour le compte des banques	58,7	34,7	5,97	13,19	25,93	64,14	53,60	28,75	42,02
4- Opérations pour le compte des entreprises dt opér. pr EDG	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5- Opérations pour le compte du secteur privé non bancaire			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>c-Solde (Entées -Sorties)=(A-B)</b>	<b>-44,8</b>	<b>-16,1</b>	<b>-0,31</b>	<b>6,99</b>	<b>5,01</b>	<b>-10,86</b>	<b>-10,84</b>	<b>15,39</b>	<b>831,02</b>

Source : BCRG / Direction des Changes

**Structure des taux d'intérêt \***

	avr-10	mai-10	juin-10	juil-10	août-10	22-sept-10	oct-10	nov-10	déc-10	janv-11	févr-11	mars-11	avr-11	mai-11	juin-11
1-Taux directeur	9%	9%	9%	9%	9%	16,75%	16,75%	16,75%	16,75%	16,75%	16,75%	22%	22%	22%	22%
2- Taux créditeurs minimum	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre
4-3-Taux des Bons du Trésor à 91 jours (1)		5,582%		4,822%						12,325%					
4-4- Taux des Bons du Trésor à 182 jours (1)	6,424%			5,542%	4,795%				13,000%	12,744%		17,044%			
4-5- Taux des Bons du Trésor à 364 jours (1)								11,427%	12,111%	13,607%		10,030%			
5-Taux débiteur maximum	libre	libre	libre	libre	libre						libre	libre	libre	libre	libre
6-Taux de dépôts dans les banques	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre

**Source :** BCRG / DPMC

\* Au cours de l'année 2010, la BCRG n'a pas émis de Titres de régulation monétaire et le Trésor n'as pas émis de BDT d'échéance 28 et 42 jours.

### Evolution de l'indice des prix à la consommation

		Janv	fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
<b>2007</b>	<b>Indice Général</b>	275,5	274,1	276,4	276	271,9	274	279,3	286	290,8	293,1	296,2	300,9
	Variation mensuelle	0,50%	2,80%	0,30%	-20,00%	-1,50%	80,00%	2,00%	2,40%	1,70%	80,00%	1,10%	1,60%
	Glissement annuel	38,60%	40,80%	36,70%	34%	22,00%	18,20%	17,40%	16,80%	17,10%	16,30%	15,30%	12,80%
	Taux annuel moyen	36,20%	35,60%	36,50%	36,50%	34,90%	33,30%	31,60%	29,90%	28,40%	26,80%	25,00%	22,90%
	Inflation sous jacente en glissement annuel	37%	35,5%	35,2%	33,9%	24,9%	21,6%	21,2%	20,6%	22,4%	19,4%	19,4%	17,5%
<b>2008</b>	<b>Indice Général</b>	306,3	302,1	312,3	339,1	340	341,5	344,5	347,3	351	351,6	340,4	341,5
	Variation mensuelle	1,40%	40,00%	2,00%	8,60%	0,30%	1,20%	0,90%	0,80%	1,06%	0,20%	-3,20%	0,30%
	Glissement annuel	11,20%	10,20%	13,00%	22,90%	25,10%	24,60%	23,30%	21,40%	20,70%	20,00%	14,90%	13,50%
	Taux annuel moyen	18,30%	20,40%	16,60%	16,00%	16,30%	16,90%	17,40%	17,80%	18,10%	18,40%	18,40%	18,40%
	Inflation sous jacente en glissement annuel	13,9%	15,1%	16,8%	21,8%	21,8%	22,6%	21,2%	18,8%	15,3%	15,3%	11,3%	9,4%
<b>2009</b>	<b>Indice Général</b>	351,6	337	333,4	344,1	346,0	347,5	350,0	355,0	359,2	362,6	366,3	368,5
	Variation mensuelle	-1,30%	-0,20%	-0,80%	16,20%	14,70%	11,70%	9,90%	8,40%	6,90%	0,9%	1,0%	0,6%
	Glissement annuel	11,60%	9,80%	6,70%	1,50%	1,80%	1,80%	1,60%	2,20%	2,30%	3,1%	7,6%	7,9%
	Taux annuel moyen	18,40%	18,20%	17,60%	15,60%	14,70%	11,70%	9,90%	8,40%	6,90%	5,6%	5,1%	4,7%
	Inflation sous jacente en glissement annuel	9,1%	7,9%	0%	3,3%	4,6%	3,8%	3,15%	4,5%	6,3%	8,1%	10,7%	9,8%
<b>2010</b>	<b>Indice Général</b>	372,1	376,8	386,5	390,7	393,2	396,3	400,5	413,8	418,7	424,0	438,4	445,1
	Variation mensuelle	1,0%	1,3%	2,6%	1,1%	0,6%	0,8%	1,1	3,3	1,2	1,3	3,4	1,5
	Glissement annuel	10,4%	12,1%	15,9%	13,6	13,6	14,1	14,4	16,5	16,6	16,9	19,7	20,8
	Taux annuel moyen	4,6%	4,9%	5,6%	6,6	7,6	8,7	9,7	11,0	12,2	13,4	14,4	15,5
	Inflation sous jacente en glissement annuel	11,9%	12,5%	13,9%	12,7%	12%	13%	13,6%	14,7%	13,7%	13,5%	15,9%	15,6%
<b>2011</b>	<b>Indice Général</b>	450,7	457,8	467,6	474,5	482,4	489,4						
	Variation mensuelle	1,3%	1,6%	2,2%	2,30%	1,10%	1,60%						
	Glissement annuel	21,1%	21,5%	21%	21,40%	22,70%	23,50%						
	Taux annuel moyen	16,4%	17,1%	17,6%	18,20%	19,00%	19,80%						
	Inflation sous jacente en glissement annuel	16,2%	16,6%	16,5%	16,3%	16,7%	17,4%						

Source : MP / INS



## Evolution du taux de change officiel et parallèle du franc guinéen

		Marché officiel			Marché parallèle	
		DTS	USD	Euro	USD	Euro
<b>2009</b>	Janv	7000,88	4690,49	6131,41	4780	6300
	Fév	6915,81	4631,50	5904,23	4700	6100
	Mars	7070,43	4883,97	6423,40	4980	6450
	Avril	7317,62	4937,31	6549,83	5025	6600
	Mai	7461,20	4892,69	6779,31	4985	6600
	Juin	7367,49	4697,61	6597,61	4750	6700
	Juil	7334,83	4725,58	6657,21	4803	6790
	Août	7394,44	4739,53	6765,99	4908	6957
	Sept	77447,22	4740,09	76845,00	5135	7163
	Oct	7571,81	4768,75	7028,87	5475	8000
	Nov	7706,48	4815,58	7194,03	5777	8450
	Déc	7702,64	4857,24	7117,00	5813	8333
<b>2010</b>	Janv	7691,55	4941,32	6917,36	5700	8050
	Fév	7554,96	4939,93	6663,48	6000	8050
	Mars	8578,69	5648,44	7609,01	6550	8850
	Avril	8511,11	5613,84	7515,61	6628,57	8824,28
	Mai	8579,02	5787,67	7319,14	6546,11	8444,44
	Juin	8760,06	5961,02	7301,84	6381,50	7890
	Juil	9091,87	6001,88	7797,64	6700	8600
	Août	9072,85	6005,24	7622,44	7000	9000
	Sept	9334,51	6039,95	8129,77	6750	8860
	Oct	9 506,13	6 064,30	8370,56	7000	9200
	Nov	9376,25	6083,56	8114,86	7200	9500
	Déc	9327,81	6083,96	7991,88	7350	9350
<b>2011</b>	Jan	9 398	6 084,77	8 106,46	7 691,9	9 887,14
	Fév	9 589,96	6 138,94	8 376,09	8 076,32	10 897,37
	Mars	10 282,71	6 513,67	9 095,96	8 337,5	11 287,5
	Avril	10 503,18	6 587,14	9 469,18	7 381,56	9 605,26
	Mai	10 563,10	6 605,57	9 502,01	7 300,00	10 660,00
	Juin	10 642,3121	6 656,2443	9 562,9991	7 376,8182	10 535,4545

Source : BCRG / Direction des changes

### Evolution du Tableau des opérations Financières de l'Etat (en milliards)

	Prév. Juin-11	Réal. Juin -11	Ecart (cumul)
<b>RECETTES ET DONNS</b>	<b>3 097,87</b>	<b>2922,192876</b>	<b>-175,68</b>
Recettes courantes	2 909,41	2808,762876	-100,64
Secteur minier	679,39	751,69	72,30
Secteur non minier	2 230,02	2 057,08	-172,94
Contributions directes	478,61	529,04	50,43
Biens et Services	967,88	885,03	-82,86
Dont TSPP	108,64	71,26	-37,38
Commerce International	543,82	410,50	-133,33
Recettes non fiscales	60,2	58,4	-1,8
Dons et emprunts	188,46	113,43	-75,03
Dons affectés	188,46	113,43	-75,03
Dons non affectés	0,00	0,00	0,00
Allègement cdp PPTE	0,00	0,00	0,00
Subventions Fonds Fiduciaire PPTE	0,00	0,00	0,00
<b>DEPENSES TOTALES</b>	<b>3 800,91</b>	<b>2 727,18</b>	<b>-1 073,73</b>
Dépenses courantes	2 891,63	2 244,02	-647,61
Traitements et Salaires	1 077,16	882,79	-194,37
Autres Biens et services	893,70	645,43	-248,28
Subventions et Transferts	633,44	526,54	-106,90
Intérêts dus	287,32	189,26	-98,06
Intérêts dette extérieure	160,22	160,22	0,00
Intérêts dette intérieure	127,09	29,04	-98,06
Dépenses en capital	909,04	483,17	-425,87
Financement externe FINEX	376,44	301,32	-75,12
Financement interne investissement	522,31	174,33	-347,98
Finan.interne subvention en capital	10,29	7,52	-2,77
Prises part, Prêts nets, Autres dep en cap	0	0	0
Restructuration entreprise	0,25	0,00	-0,25
<b>SOLDE BASE ENGAGEMENTS (dons compris)</b>	<b>-703,04</b>	<b>195,01</b>	<b>898,05</b>
<b>SOLDE BASE ENGAGEMENTS (dons exclus)</b>	<b>-891,5</b>	<b>81,58</b>	<b>973,08</b>
Arriérés de paiements	614,27	268,41	-345,86
Intérieurs	0,00	0,00	0,00
Extérieurs	614,27	268,41	-345,86
Dépenses en cours	0,00	-346,51	-346,51
Ajust. Dépenses régies et autres comptes satellites	0,00	-2,17	-2,17
<b>SOLDE BASE CAISSE</b>	<b>-88,77</b>	<b>114,74</b>	<b>203,51</b>
<b>FINANCEMENT</b>	<b>1 152,52</b>	<b>126,83</b>	<b>-1 025,69</b>
Financement extérieur net	565,25	-114,74	-679,99
Financement intérieur net	587,28	241,57	-345,70
Système bancaire	0,00	-395,53	-395,53
BCRG	0,00	-745,23	-745,23
Banques primaires	0,00	349,70	349,70
Système non bancaire	-22,03	39,21	61,24
<b>Pm : SOLDE PRIMAIRE</b>	<b>-227,74</b>	<b>572,15</b>	<b>799,90</b>